

Questions orales

de demi d'avance de se préparer à absorber les conséquences d'une fermeture d'usine et ont accès notamment à des caisses de développement communautaire et à de l'aide pour les travailleurs de plus de 50 ans.

Une voix: Règlement!

M. Crosbie: Je pourrais poursuivre encore et encore, mais on en appelle au Règlement dans les rangs néo-démocrates. Les néo-démocrates ne veulent jamais entendre le beau côté des choses.

* * *

[Français]

LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, le premier ministre a suggéré que les inquiétudes exprimées au sujet de l'économie des provinces de l'Atlantique minent la confiance des investisseurs dans cette région. Ce n'est pas le cas. Ce gouvernement se fout du sort de la population de cette région. Avec les fermetures d'usines, ces gens perdent leur chèque de paye et, que fait ce gouvernement? Il coupe les programmes d'assurance-chômage et de développement régional!

Quand le premier ministre va-t-il aller constater lui-même la situation là-bas et annoncer des programmes d'aide à ces gens afin qu'ils aient un avenir meilleur?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le gouvernement a déjà annoncé, comme le ministre l'a indiqué, un programme d'appui pour les travailleurs dans la région atlantique. C'est un premier geste mais, par contre, il s'agit d'un programme de 130 millions de dollars qui comprend plusieurs volets d'aide directe aux travailleurs, aux communautés affectées et également leur famille. Il y a également, bien sûr, d'autres volets au niveau national, au niveau international, que le gouvernement peut compléter afin de favoriser la situation des pêcheurs dans la région de l'Atlantique.

Dans les prochaines semaines, nous serons sans doute en mesure d'annoncer plusieurs initiatives afin de favoriser la situation des pêcheurs.

Monsieur le Président, hier, le chef néo-démocrate a dit que la région atlantique était dans un état de crise, alors que le premier ministre du Nouveau-Brunswick, monsieur McKenna, le nie catégoriquement. J'incite également ceux qui déplorent certaines situations économiques de ne pas généraliser afin de semer l'émoi ou l'inquiétude parmi les investisseurs. Nous voulons provo-

quer davantage les investissements dans la région atlantique et non la panique.

Alors, je demande au chef néo-démocrate: Aidez-nous afin de créer davantage d'emploi dans la région au lieu d'évincer et de chasser les investisseurs.

• (1430)

[Traduction]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je prétends que pour les travailleurs des usines de poisson, les pêcheurs et les familles de la région atlantique, c'est une situation de panique. Il y a une crise dans cette région.

Je rappelle au premier ministre qu'il a reçu du premier ministre de Nouvelle-Écosse une lettre en date du 22 décembre 1989, dans laquelle celui-ci déclare à la première ligne: «Les pêches de l'Atlantique sont en crise. Chez nous, le secteur des pêches a la même importance que le secteur de l'automobile dans le centre du Canada.»

J'ai visité Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse.

M. Crosbie: Quatre heures.

Mme McLaughlin: J'ai parlé à des gens du secteur des pêches. J'ai parlé à ces familles. Ils ont des solutions. Ils ont des espoirs et des rêves, mais ils ont besoin d'aide. Je demande au premier ministre de montrer qu'il se soucie de la situation. Quand va-t-il aller dans la région atlantique parler avec les gens de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse, cette semaine ou la semaine prochaine? Ils veulent savoir quand le premier ministre fera preuve d'un intérêt personnel pour leur avenir.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je vais souvent dans la région atlantique où j'ai l'honneur d'avoir fait mes études et d'avoir été élu pour la première fois à la Chambre. Lors d'un de mes nombreux voyages là-bas, j'ai annoncé la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, l'un des plus importants instruments de croissance et de prospérité.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: À une autre occasion, j'ai annoncé que le contrat des frégates était accordé au chantier naval de St. John, le plus important contrat fédéral attribué à la région atlantique depuis la Confédération. Lors d'un autre voyage, nous avons signé l'accord sur le projet Hibernia auquel les libéraux et les néo-démocrates s'opposaient depuis 15 ans. Une autre fois, j'ai signé un accord pour l'assainissement du port de Halifax. Je continuerai d'y retourner régulièrement. Chaque fois que nous y allons, nous apportons quelque chose de construc-